



HAL
open science

A la recherche d'un équilibre montagnard

Paul Veyret

► **To cite this version:**

Paul Veyret. A la recherche d'un équilibre montagnard. Revue forestière française, 1954, 12, pp.725-735. 10.4267/2042/27032 . hal-03383787

HAL Id: hal-03383787

<https://hal.science/hal-03383787>

Submitted on 18 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

A LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE MONTAGNARD

Si la notion même d'équilibre prête à discussion ou à hésitation, il semble qu'on peut dire d'une société rurale qu'elle se trouve en équilibre lorsqu'elle remplit deux conditions : d'une part, elle exploite entièrement le territoire qu'elle occupe ; d'autre part, la population est normalement composée, sans excès de vieillards ou de célibataires, elle se renouvelle régulièrement. Cette définition n'exclut pas l'émigration : celle-ci peut être la soupape de sûreté destinée à rétablir un équilibre qui tend à se rompre par l'excédent des naissances, alors que dans d'autres cas, lorsqu'elle vide un pays, elle précipite au contraire le déséquilibre entre les ressources et les hommes.

Nos montagnes françaises et en particulier les Alpes, que nous citerons de préférence parce que nous les connaissons mieux, révèlent sur de nombreux points des symptômes évidents d'un état non équilibré, d'une crise. Le signe le plus frappant en est la baisse exagérée de la population, qui dans certains cas va jusqu'à l'abandon total, sanctionné par la suppression d'une commune. Les Préalpes du Sud sont spécialement atteintes, bien que moins élevées et de climat moins rude que le Nord ou l'intérieur de la chaîne. Les maisons en ruines, les villages abandonnés, les champs en friches, les prés d'où la faux n'écarte plus la forêt sont, dans le paysage, les signes éloquentes de cette désertion. Les hommes se retirent de terres qui, pendant des millénaires, ont porté une abondante population et qui ne sont pas brusquement devenues stériles ; il ne s'agit pas d'un cataclysme naturel, mais d'un phénomène d'ordre humain, qui doit s'expliquer par des causes humaines et comporter, éventuellement, des solutions d'ordre humain aussi.

Nous n'insisterons pas sur les faits eux-mêmes, si connus de tous ceux qui parcourent les montagnes, mais nous croyons utile de mettre en lumière aussi nettement que possible les causes de l'état de choses présent, car avant d'attaquer le mal il faut le bien connaître.

LES CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE

Nos montagnes hébergent des hommes depuis une très haute antiquité : les trouvailles préhistoriques montrent que des chasseurs ont accompagné le recul des glaciers, que des éleveurs et des agriculteurs les ont suivis, remplacés, peut-être à la faveur du climat plus

chaud que l'actuel qui a précipité la retraite glaciaire, et qu'ils sont restés : *ancien*, le peuplement a été en outre *continu*. Que ces lointains montagnards aient été attirés par les pâturages ou les métaux, qu'ils aient cherché un refuge contre les envahisseurs, peu importe : ce qui compte, c'est l'ancienneté de cette colonisation de la montagne car elle a, avec le temps, façonné un genre de vie capable de maintenir une population nombreuse dans un milieu naturel difficile.

Depuis que nous le connaissons par les documents d'archives, ce genre de vie repose sur la combinaison de ressources variées. La culture fournit les aliments, y compris le vin que l'on récolte aussi haut que possible, une part des vêtements (chanvre) ; elle s'associe avec un élevage beaucoup plus développé que celui des plaines parce qu'une grande partie du terroir, trop élevé ou trop raide, ne peut produire que de l'herbe. Aux ressources de la culture et de l'élevage s'ajoutent celles d'un travail industriel varié : exploitation des mines métalliques, restreintes mais à fleur de terre ; fabrication du charbon de bois, plus exportable que les grosses pièces ; travail partout répandu des textiles et du cuir ; petite industrie de la chaux, de la tuilerie ; carrières d'ardoises et de pierres de taille ; façonnement d'articles en bois et en fer. A l'agriculture et à l'industrie se superpose encore le commerce, sous des formes multiples : transports à dos de mulet puis par voitures ; colportage des objets les plus variés, étoffes, mercerie, plantes médicinales, livres, bimboloterie ; maquignonage ; ramassage du beurre et du fromage.

Cela ne suffisant pas encore à une population que la natalité faisait croître sans cesse, on pratiquait en grand l'émigration saisonnière, doublement utile, parce qu'elle économisait la nourriture en diminuant le nombre des consommateurs et parce qu'elle faisait entrer un peu de numéraire. On a bien des fois décrit les aspects curieux de ce phénomène, en particulier la spécialisation des villages dans certaines professions et dans certaines destinations ; on a complaisamment étalé une palette allant des ramoneurs savoyards aux instituteurs briançonnais, mais c'étaient en général des métiers pénibles, métiers d'émigrants pauvres.

Cette accumulation d'activités, qui n'enrichissait pas les montagnards mais les faisait vivre, a pu durer pendant des millénaires non pas pour des causes propres à la montagne, ce qui aurait assuré sa solidité, mais en vertu d'une civilisation qui n'avantageait pas sensiblement la plaine par rapport à la montagne. Avant que ne se développent le grand commerce et la grande industrie, les plaines n'avaient sur les montagnes que les avantages d'un sol plus facile à travailler et d'un climat plus doux. Mais les techniques étaient les mêmes, qu'il s'agit de culture ou d'industrie, et pareillement médiocre le rendement de l'effort humain. Partout régnait une économie autarcique, d'horizon singulièrement étroit, limitant au maximum les

échanges. La comparaison tournait même souvent à l'avantage de la montagne parce que ses terres n'ayant pas intéressé beaucoup les seigneurs ni les bourgeois, les paysans étaient davantage propriétaires et moins chargés de redevances, surtout en haute montagne. Dans le cadre d'une civilisation matériellement pauvre, la pauvreté montagnarde n'était pas une tare.

Ajoutons encore que la montagne vivait pour ainsi dire en symbiose avec la plaine. Son bétail y trouvait facilement preneur ; elle pouvait, étant plus riche en fourrage, engraisser les bêtes maigres de la plaine. Son beurre et son fromage ne rencontraient guère de concurrence puisqu'en plaine, aux yeux d'une économie vouée aux céréales, le bétail était « le mal nécessaire ». Les métaux, le charbon de bois, les produits fabriqués de toute sorte pouvaient s'exporter hors de la montagne. L'émigration saisonnière aux multiples formes équivalait à une exportation de travail, soit pour les périodes où l'agriculture de plaine était débordée — travail de la vigne, du chanvre, fenaison, moisson —, soit pour des tâches diverses qui manquaient aussi de bras — bas travaux, bâtiment. Quand on constate le fort peuplement montagnard du passé, il faut bien reconnaître qu'il reposait pour partie sur les ressources tirées des plaines ou des villes voisines.

*
**

Il suffit d'évoquer ces faits pour comprendre le déséquilibre que l'avènement d'une civilisation profondément différente devait infliger à nos montagnes. La plupart des progrès techniques ont tourné contre elles. La mécanisation de l'agriculture a progressivement tari le recrutement des travailleurs saisonniers ; la grande industrie a fermé aussi bien les tissages montagnards que les forges et même les mines, trop peu productives. Les produits de l'élevage se heurtent à la concurrence d'un élevage de plaine qu'avantage la moindre durée de l'hiver, le rendement plus élevé des fourrages, la proximité des centres de consommation. Les céréales, le vin remontent du bas jusqu'au cœur de la montagne. Dans un monde ouvert à la concurrence, la montagne est régulièrement battue parce que sa nature l'empêche de suivre le mouvement d'ensemble, parce que l'écart grandit entre elle et les régions mieux douées. L'espèce d'égalisation par le bas qui lui permettait de ne pas faire mauvaise figure est maintenant remplacée par une sélection fondée sur le rendement qui la désavantage nécessairement.

Car le bénéfice qui lui revient des nouveautés est assez faible et surtout très inégalement distribué. On pense à la multiplication des communications, à l'industrie hydro-électrique, au tourisme. Routes et voies ferrées ont surtout permis l'invasion des produits du dehors, puisque les montagnards n'ont pas grand'chose à exporter ; l'exploitation du bois, seule, a été grandement améliorée, du moins

dans les secteurs qui possèdent des forêts. La grande industrie fondée sur la houille blanche est localisée sur quelques points privilégiés, dans les fonds de vallée; ses intérêts, on le sait, sont quelquefois en contradiction avec ceux des montagnards dont elle capte les eaux ou noie les terres. Le tourisme prospère dans un petit nombre de stations, plutôt qu'il ne vivifie la montagne tout entière; il échappe pour la plus grande partie aux montagnards authentiques, qui n'avaient ni les capitaux ni les capacités d'organisation nécessaires.

La vie moderne a donc provoqué une perturbation complète de l'ancien équilibre. Contrairement à ce que l'on pense généralement, elle a supprimé une grande part des ressources traditionnelles, de ces occasions de travail qui épaulaient un peuplement dense; celles qu'elles a introduites l'ont été seulement sur quelques points privilégiés, de sorte que dans la majeure étendue des montagnes une partie de la population se trouvait de trop: l'émigration définitive devait remplacer la saisonnière.

La cause fondamentale de l'exode montagnard est donc la révolution économique qui, venant des plaines, a atteint les hautes terres à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, accentuant peu à peu ses effets.

La montagne a pour ainsi dire expulsé son trop-plein en ne lui fournissant plus de moyens d'existence. Il faut ajouter que par suite d'une redistribution générale de la population, sous l'effet de la même cause générale, ceux que la montagne forçait de partir trouvaient aisément de la place, soit dans les plaines, elles-mêmes partiellement vidées par l'exode rural, soit dans les villes en rapide croissance. L'attraction de terres plus favorisées ou des genres de vie urbains s'est ajoutée au malaise montagnard, mais si celui-ci n'avait pas existé, leur séduction aurait eu moins de force.

Nous insistons sur ces faits, qui paraissent évidents, pour dissiper les illusions romantiques dont on a obscurci le problème de l'émigration montagnarde. Le goût des plaisirs de la ville, que l'on place souvent à la première place, est une raison bien faible: dans leur immense majorité, les garçons et les filles qui ont quitté la montagne étaient des esprits sérieux, peu soucieux de distractions que d'ailleurs ils ignoraient, mais désireux de trouver un emploi qui les fit vivre et leur permit de fonder une famille. Il est vrai que ces motifs honorables ne se prêtent guère aux déclamations et que les causes économiques résistent aux moralistes; il est plus facile de prôner la vie pure et libre de la montagne que de proposer des remèdes réalistes, des remèdes d'ordre économique.

L'émigration définitive a donc été une nécessité, la montagne ayant perdu ses ressources complémentaires indispensables, l'industrie et l'émigration saisonnière. Cela ne signifie pas pourtant qu'elle s'est contentée de prélever la partie de la population qui était de trop:

dans bien des cas, elle est allée au delà du nécessaire. C'est un phénomène contagieux et d'autant plus que ceux qui partent exagèrent volontiers le succès de leur décision pour la justifier à leurs propres yeux comme à ceux des autres. Au delà d'une certaine proportion de départs apparaît la crainte de la solitude, surtout dans les écarts ; la vie collective cesse, les services collectifs s'interrompent, l'entr'aide fait défaut : il y a des paniques, les derniers habitants décident brusquement de tous partir. Les montagnes pauvres des Alpes du Sud, mal défendues contre la séduction des plaines irriguées qui rapportent beaucoup, ont particulièrement cédé au vertige de l'émigration.

Les méfaits d'une émigration excessive sont d'ailleurs qualitatifs autant que quantitatifs. Elle séduit surtout des jeunes, en particulier des filles et cela ne s'explique que trop. A la montagne, la femme a une vie très dure ; elle fait des travaux d'homme, qui ne lui conviennent pas, en plus des tâches ménagères, elle prend sa bonne part d'une « peine des hommes » qui, à la belle saison, dépasse largement la moyenne. D'un autre côté, la multiplication des métiers urbains qui peuvent être exercés par des femmes a créé une attraction efficace. L'émigration, quand elle est active, a donc deux conséquences démographiques fâcheuses : le vieillissement relatif de la population, le départ des jeunes accroissant proportionnellement la place des vieillards, et le déséquilibre des sexes qui multiplie les vieux garçons, c'est-à-dire les familles sans descendance, car il est à peine besoin d'indiquer que ces célibataires n'ont aucune chance de ramener une femme du bas. « Toujours la chèvre monte et la femme descend », dit un proverbe montagnard amplement fondé. Rien de plus éloquent et de plus inquiétant que la pyramide d'âge d'une population montagnarde disloquée par l'émigration.

Puisque le mal a des causes économiques, il faut essayer de lui trouver des remèdes qui soient eux-mêmes économiques : à un équilibre détruit, il faut trouver un équilibre nouveau, mais un équilibre beaucoup plus élevé, les exigences des hommes ayant augmenté. La tâche n'est assurément pas facile et il faut en appeler à toutes les ressources montagnardes.

POUR UN NOUVEL ÉQUILIBRE MONTAGNARD

Les termes du problème sont du moins très clairs : il s'agit, compte tenu des infériorités irréductibles du milieu naturel montagnard, de concevoir une économie capable de procurer aux habitants un niveau de vie suffisant.

Les infériorités naturelles ne sont pas plus grandes que dans le passé, et pourtant elles pèsent beaucoup plus lourd. La technique moderne — semences perfectionnées, machines de plus en plus

efficaces — avantage la plaine beaucoup plus que la montagne : la pente écarte plus vite le tracteur que l'homme à la pioche ou le faucheur à bras ; les variétés à hauts rendements n'ont pas en général d'aptitudes montagnardes, sauf la pomme de terre, la seule des plantes de grande culture qui soit montagnarde. Le progrès agricole, conçu par ou pour les plaines, a aggravé singulièrement l'infériorité naturelle de la montagne.

L'hiver est aussi aujourd'hui plus gênant qu'autrefois. Une économie de type monétaire ne supporte pas impunément un chômage de cinq mois. Les ressources dont disposait le passé, travail industriel et émigration saisonnière, ont été balayées par la révolution économique ; rien ne les remplace à la même échelle car le monitorat de ski n'occupe qu'un petit nombre de montagnards.

L'hiver constitue d'autre part pour la meilleure des spéculations montagnardes, l'élevage, un obstacle redoutable. Il impose une trop longue stabulation, qui éprouve le bétail et réclame la constitution d'énormes réserves de fourrage — ou bien provoque une émigration hivernale des bêtes. La neige complique encore le ramassage du lait, en particulier dans les régions d'habitat dispersé.

Le milieu montagnard n'est donc pas accordé aux tendances du monde moderne et aux exigences d'une économie qui érige en dogme le rendement, le bas prix de revient, la production en masse. Dans une civilisation où la machine remplace l'homme un peu plus chaque jour, son énorme consommation d'effort humain détonne étrangement. Et l'on ne s'étonne pas que l'Amérique du Nord laisse ses montagnes vides, excepté les exploitations minières et les centres de tourisme. Ce désaccord entre l'évolution économique et la montagne nous oblige à nous demander si nous n'allons pas vers une solution semblable à celle des Américains et s'il n'y a pas lieu de laisser les choses évoluer d'elles-mêmes dans ce sens.

La légitimité d'une politique montagnarde

Si l'on se place *uniquement* sur le plan de l'économie, on peut envisager l'abandon progressif des régions montagneuses les moins douées, soit par l'émigration des habitants lassés de leur pauvreté, soit par l'extinction des vieillards ou des célibataires qui se sont cramponnés à leur terre mais que personne ne remplacera. Ce processus a déjà joué, surtout dans les Préalpes du Sud, il tend à gagner du terrain et il est très efficace, car une fois partis, les jeunes ne reviennent pas.

Mais il ne s'agit pas seulement d'économie, et le problème se pose aussi en termes d'humanité. A-t-on réfléchi à la perte de capital que représente pour le montagnard l'abandon d'une terre qui, n'intéressant plus aucun acheteur, ne vaut littéralement plus rien ? Lorsque la population tombe au-dessous d'un certain niveau, la

valeur vénale de terres que personne n'achète s'effondre en même temps.

Dans une Société qui protège une production de vin et une production de sucre dépassant nos besoins, la propriété montagnarde peut-elle aussi prétendre à une protection légitime ? Dans certains cas, il serait pour la nation plus économique d'encourager les montagnards au départ en leur accordant une indemnité, que de continuer de coûteux services (chemins, électricité, eau, enseignement) à une population trop clairsemée, trop écartée. Mais, dans nos montagnes, où l'habitat s'est adapté judicieusement aux possibilités naturelles, ces cas désespérés sont rares, il y a déjà eu suffisamment de dépeuplement spontané pour qu'aient disparu les établissements humains que la surpopulation passée avait fait naître dans des lieux trop difficiles : c'est par là que la désertion a commencé.

Il semble d'ailleurs que la situation démographique soit actuellement favorable. Dans les Alpes du Sud, la dépopulation a été largement suffisante pour permettre, avec un regroupement de la propriété, une économie rationnelle. Dans les Alpes du Nord, la chute de population a été largement freinée par la multiplication des ouvriers-paysans, solution qui d'abord a paru avantageuse et dont aujourd'hui on s'aperçoit qu'elle n'est bonne ni au point de vue industriel, ni au point de vue agricole, ni au point de vue humain. Mais on observe maintenant un passage accéléré de cette position mixte à celle d'ouvrier pur, en particulier pour profiter des lois sociales (allocations familiales et salaire unique). Des terres deviennent donc vacantes et elles devraient aider les paysans à rétablir leur situation.

L'expérience que nous avons des Alpes nous donne en effet à penser que partout où elles ont conservé des habitants, ceux-ci peuvent y mener une existence normale, différente de celle des plaines mais nullement anti-économique. Il s'agit seulement — c'est d'ailleurs une œuvre longue et difficile — de revigorer leur vieux système par des emprunts aussi étendus que possible aux techniques modernes. Cette rénovation doit aussi venir du dehors, s'accompagner d'une aide extérieure : abandonnée à elle-même, la montagne pourrait perdre courage, ou bien mettre trop de temps à se transformer. Plus vite la transformation sera effectuée et moins l'on aura de détériorations à craindre : il faut, avec l'aide de l'Etat, profiter de l'avance acquise par les plaines. Mais dans quel sens orienter les efforts de modernisation ?

Pour et contre la spécialisation

L'exemple des régions les plus évoluées semble conseiller la recherche d'une spécialisation aussi bien adaptée que possible aux conditions de la nature montagnarde, en particulier la substitution à

peu près totale de l'élevage à la culture. On invoque souvent, à l'appui de cette thèse, l'exemple de la Suisse. En fait, la Suisse est fort variée et l'on ne peut pas la considérer en bloc. La spécialisation herbagère y existe, mais plutôt à l'état d'exception, dans des régions comme la Gruyère et le Simmental, très humides, dont les habitants sont au surplus, depuis des siècles, des éleveurs extrêmement habiles et des fromagers hors de pair. Ailleurs, dès que l'humidité se fait moins tyrannique, les cultures de céréales réapparaissent et l'on songe si peu à les abandonner que l'on attribue des primes de mouture à ceux qui se nourrissent de leur blé ou de leur seigle. La vigne même se maintient solidement et c'est en Suisse, au débouché sur le Rhône de la vallée de Zermatt, à Visperterminen, qu'elle s'élève aujourd'hui le plus haut dans les Alpes (1 200 m).

C'est que la spécialisation absolue est à la fois séduisante et décevante. En principe, elle favorise le progrès et les hauts rendements; c'est pourtant à la condition que les hommes aient eux-mêmes une capacité technique suffisante, qui, à la campagne, est le fruit d'un long atavisme et demande pour s'imposer un temps très long. Elle se heurte en montagne à d'autres obstacles encore plus redoutables. Le développement très poussé de l'élevage suppose résolu le problème de l'hivernage, c'est-à-dire la récolte de très grandes quantités de foin. Si l'on augmente la production laitière, alors apparaît en hiver la question du ramassage, et en été celle de l'inalpage, loin de la laiterie moderne; la concurrence du lait de plaine est très vive. L'élevage des jeunes bêtes, géographiquement mieux adapté, n'est pas exempt de difficultés: il veut des talents d'éleveurs, des races fixées et perfectionnées, un marché disposé à payer plus cher ces bêtes de qualité, et qui se ferme dès que les affaires se ralentissent.

D'un autre côté, amener le montagnard à une spécialisation étroite, c'est le condamner à faire venir du dehors de grandes quantités de produits, dont il supporte les frais de transport; c'est bâtir son équilibre budgétaire sur des échanges actifs, système auquel la montagne, par ses difficultés de circulation et l'éparpillement de sa population, se prête mal. C'est donc introduire dans la vie montagnarde un élément de fragilité qui ne lui convient pas.

Il est à peine besoin, enfin, de souligner combien la nature montagnarde elle-même invite les hommes à bâtir leur économie sur plusieurs ressources: la présence de terres labourables, de pâturages et de forêts n'est pas seulement le résultat d'une longue occupation humaine, elle répond aussi à une véritable vocation, fondée sur la variété des terrains, des pentes et sur l'étagement climatique. C'est ce qu'ont compris tant de communes dont le terroir s'allonge depuis le fond de la vallée jusqu'aux crêtes pour profiter de toutes les possibilités d'exploitation.

Pour des ressources variées

Nous en arrivons à une contradiction apparente: d'une part, il faut moderniser l'économie montagnarde, d'autre part, il ne faut pas l'engager à fond dans la voie de la spécialisation, qui est cependant la plus haute expression de la vie moderne et le principal instrument de son efficacité.

On voit bien qu'il n'est pas difficile de lever cette contraction: du passé, il faut garder la pluralité de ressources, qui diminue la dépendance à l'égard de l'extérieur; au présent, on doit demander ses moyens techniques incomparables, en les adaptant au milieu montagnard. Il ne s'agit donc point d'apporter une révolution dans l'économie montagnarde, mais de la rendre plus efficace en la dotant de moyens nouveaux.

Les ressources dont disposent les montagnards, ce sont avant tout la culture, l'élevage et la forêt: il nous semble que l'idéal serait dans un harmonieux équilibre des trois, qui d'ailleurs existe dans les montagnes les mieux douées. La *culture*, en fournissant l'essentiel de l'alimentation, fait réaliser de sérieuses économies; elle soutient l'élevage puisque les prairies artificielles et les plantes fourragères entrent dans des assolements. Qu'elle rapporte moins que dans les plaines, cela va de soi, mais n'est pas prohibitif puisque les produits, consommés sur place, ne soutiennent pas la concurrence. Elle peut d'ailleurs se combiner, quand l'altitude le permet, avec la plantation d'arbres fruitiers donnant des fruits d'excellente conservation.

En revanche, il faut que cette culture se modernise pour être rationnelle, qu'elle utilise les engrais chimiques indispensables sur les sols incomplets, qu'elle emploie les procédés mécaniques — tracteur, treuil — qui suppléent à l'insuffisance de la main-d'œuvre. Cela suppose le remembrement d'une propriété souvent très morcelée, question délicate mais que le dépeuplement partiel doit aider à résoudre.

L'*élevage* procure de l'argent; on doit, sans tomber dans la spécialisation véritable, le développer autant que l'équilibre agro-sylvopastoral le permet. La tâche la plus urgente est de perfectionner les races, non seulement pour accroître le produit, mais aussi pour que les éleveurs puissent, selon les ouvertures du marché, forcer tantôt sur la vente des élèves et tantôt sur celle du lait, gardant ainsi une souplesse qui les préserve des trop fortes baisses de prix. L'utilisation de la moto-faucheuse et du câble, en rendant la récolte du foin plus rapide et moins pénible, aide à constituer des réserves hivernales suffisantes. Le placement des bêtes, l'hiver, dans le bas pays, comme le font certains tarins, est une pratique de maquignons plus que de cultivateurs. L'élevage du mouton a trouvé dans les Alpes méridionales une formule très satisfaisante, celle de l'agneau

gras, qui s'associe avec la culture des céréales (pâturage des chaumes).

La *forêt*, quand elle existe, apporte aux montagnards un appoint très précieux. On l'a dit, c'est une manière d'épargne, qui se trouve à la disposition des propriétaires en cas de besoin, et qui leur assure des revenus appréciables. Elle fournit par ailleurs du travail pour la coupe et la vidange des arbres, un travail qui peut se faire en hiver, pendant le chômage agricole. Une grande étendue de forêt serait donc, comme au Canada, un moyen particulièrement satisfaisant d'équilibrer les ressources et le travail des montagnards.

Le problème de la concurrence entre la forêt et l'élevage ne se pose plus guère depuis que la population montagnarde a fortement diminué et que le cheptel a fait de même. La forêt a réoccupé une partie des terres qui lui avaient été ôtées pour nourrir une population trop nombreuse. Ces reboisements spontanés ne sont pas toujours de bonne qualité. En tout cas, il y a avantage à rétablir une forêt productive sur les parties du terroir qui ne sont plus exploitées ni pour la culture, ni pour l'herbe, car elle jouera plus tard son rôle dans l'équilibre des ressources. Le délicat, c'est de doser la place de la forêt — mis à part les cas des forêts protectrices — dans chaque cas particulier, compte tenu du relief du sol, des besoins de la culture et de l'élevage.

Il serait enfin extrêmement utile de rétablir un peu de *travail industriel* complémentaire. Les Suisses ont entrepris systématiquement cette renaissance, à la fois pour diminuer les sorties d'argent et pour procurer un salaire d'hiver, double préoccupation d'un équilibre de ressources qui leur paraît la meilleure défense de la montagne. On apprend le tissage, la broderie aux jeunes filles, et elles font leur trousseau à l'école ménagère; les hommes travaillent le bois et le métal. Une organisation coopérative se charge de toutes les opérations commerciales, On peut à loisir dénoncer le caractère artificiel de cette entreprise rétrograde, mais elle réussit et elle dure.

La même recherche de ressources accessoires a aussi provoqué en Suisse le vif essor d'une forme de tourisme tout à fait familial: des particuliers louent une ou plusieurs chambres de leur maison à des touristes qui recherchent le bon marché, qui font eux-mêmes leur cuisine, en partie avec les produits qu'ils achètent à leur logeur. Cette ruralisation du tourisme corrigeant la tendance des stations lancées à se muer en petites villes, ne fait pas concurrence aux hôtels: il y a maintenant des touristes pour tous et de tous moyens.

Nous sommes loin de la spécialisation, et pourtant nous restons fidèles à notre époque car les moyens mis en œuvre sont très modernes, qu'il s'agisse d'outillage ou de races de bétail et de semences. La montagne fera vivre ses habitants à condition que ceux-ci fassent appel à toutes ses ressources, qu'ils ne soient pas trop nombreux à se les partager et qu'ils suppléent au nombre des bras par

la technique mécanicienne. Ainsi comprise, la pluralité des ressources n'est ni une hérésie économique, ni une impossibilité matérielle, mais une solution souple adaptée à un milieu rude.

CONCLUSION

Nous avons voulu démontrer une idée simple, à savoir que la montagne doit être aidée pour trouver, dans un nouvel équilibre, le moyen de se mettre au niveau de la vie moderne. La solution de ce problème, selon nous, réside dans la rénovation technique de l'économie plutôt que dans son orientation vers des voies entièrement nouvelles. A cause même de ses infériorités naturelles, il nous semble que la montagne est mal armée pour une économie fondée sur la spéculation; elle doit plutôt combiner un reste d'autarcie avec le développement de quelques sources de revenu, l'élevage et la forêt, ce qui d'ailleurs s'accorde, dans l'esprit des montagnards, avec la prudence qu'ils ont héritée d'un passé difficile.

Il ne s'agit point pour la montagne d'imiter les plaines, elle ne le pourrait pas, mais d'exploiter rationnellement toutes ses ressources, pour compenser par leur addition ce que chacune a de limité ou d'incomplet. Tâche d'ailleurs ample et variée, car il faut surmonter des obstacles techniques, financiers et psychologiques; il faut secouer l'indifférence du grand public et la résignation des montagnards. Il s'agit d'oublier les habitudes héritées d'un proche passé de surpeuplement, où trop d'hommes vivaient sur des terres trop petites, d'organiser des exploitations d'étendue suffisante pour qu'un outillage mécanique y soit rentable.

Le problème n'est pas essentiellement différent de celui des plaines, avec cette restriction que le pâturage et la forêt viennent épauler une agriculture limitée. Des efforts très intéressants sont actuellement en cours: ce sont les zones-témoins (Queyras, Trièves, Basse-Drôme, pour les Alpes), organisées par le Plan de Modernisation. Espérons que de cette confrontation entre la science et la tradition, entre le progrès et la montagne, naîtront des règles pratiques à la fois simples et efficaces, qui s'imposeront avec la force de l'évidence.

Paul VEYRET,

Professeur à l'Université de Grenoble.
